

Le déploiement international du nouvel impérialisme chinois

lundi 8 février 2016, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2016).

Sommaire

- [Une rupture avec le passé](#)
- [La nouvelle doctrine militaire](#)
- [Dans et hors les institutions](#)
- [La contre-offensive US](#)
- [La crise du monde chinois](#)

Sur tous les plans - économique, diplomatique, militaire, influence régionale ou globale... - le déploiement international du nouvel impérialisme chinois a été ces dernières années très rapide. Certes, en bien des domaines, il partait de très bas et ce déploiement reste inégal. Le chemin pour consolider sa position dans le monde s'avère toujours semé d'embûches, depuis la riposte de Washington jusqu'aux fragilités internes et au risque de crise de leadership. Le statut de superpuissance unique des États-Unis n'est pas remis en cause. Il n'empêche que sur le terrain, l'initiative revient souvent à Pékin et que la Chine est devenue la deuxième puissance mondiale. Ce n'est pas rien !

Une rupture avec le passé

Comme en bien d'autres domaines, la politique étrangère du PCC marque une rupture radicale avec le passé : le régime affiche aujourd'hui une ambition planétaire de grande puissance et un expansionnisme assumé, à l'encontre d'une posture « stratégique » avant tout défensive durant l'époque maoïste.

Au lendemain de la proclamation de la République populaire (octobre 1949), la direction maoïste voulait se consacrer à la consolidation du nouveau régime et à la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre. Elle n'en a pas eu le loisir, devant intervenir à son corps défendant dans la guerre de Corée (1950-1953) et réussissant à repousser sur le 38^e parallèle l'armée états-unienne. Pour « contenir et refouler » la révolution chinoise, Washington a établi une « ceinture de sécurité » plus vaste encore qu'à la frontière orientale de l'Europe. Ce dispositif existe pour l'essentiel encore : bases US en Corée du Sud, au Japon (Okinawa), aux Philippines (aujourd'hui un « droit de visite permanent » dans les ports de l'archipel), VII^e Flotte en mer de Chine...

Le régime du Guomindang à Taiwan siège alors au Conseil de sécurité de l'ONU comme seul représentant de toute la Chine. Les États-Unis prennent le relais des Français au Vietnam. Ils soutiennent le coup d'État de Suharto en Indonésie et le bain de sang anticommuniste qui suit (1965). Ils inspirent la contre-insurrection en Malaisie, puis aux Philippines et en Thaïlande.

Pékin réagit en aidant la guerre au Vietnam contre l'occupation française, en apportant un soutien mesuré aux guérillas maoïstes dans la région (Thaïlande, Malaisie), et surtout en engageant une

vaste opération de « désenclavement diplomatique » ayant pour figure de proue Zhou Enlai. La République populaire participe à la conférence de Bandung en Indonésie (1955) qui impulse le Mouvement des non-alignés. Le « profil politique » présenté est « modeste ». Les dirigeants chinois s'excusent pour les torts commis dans le passé par le régime dynastique envers les peuples de la région. Le discours est alors très différent de celui qui prévaut aujourd'hui, à savoir une rhétorique nationaliste de puissance se revendiquant de la grandeur passée de l'Empire du Milieu, répétant à l'envi que la Chine « *ne cèdera pas ne serait-ce qu'un pouce du territoire sacré du pays* ». Ce qui au regard de l'histoire, est, comme le note Au Loong-Yu, un non-sens. En effet, « *Le PCC a négocié à maintes et maintes reprises les frontières avec ses voisins durant ses presque sept décennies au pouvoir. A-t-il toujours affirmé faire siens, en totalité, les territoires hérités de la dynastie Qing ou de la République de Chine ? Évidemment non. Ce ne fut certainement pas le cas concernant l'accord avec la Corée du Nord, après la fondation de la République populaire de Chine* ». [1]

Le conflit sino-soviétique prend forme dès le début des années soixante. Lors de la guerre frontalière entre la Chine et l'Inde (1963), Moscou soutient New Delhi. Khrouchtchev négocie un accord nucléaire avec les États-Unis sans y associer Pékin. La direction chinoise opère alors un tournant radical en matière de politique internationale. L'URSS devient « l'ennemi principal ». Des combats opposent en 1969 les deux pays sur l'Oussouri, fleuve frontalier.

La direction chinoise renoue avec Washington. Dès 1971, Pékin remplace Taiwan au Conseil de sécurité de l'ONU. L'année suivante, Nixon se rend à Pékin, en pleine escalade militaire en Indochine - le PCC « conseille » alors aux Vietnamiens de ne plus viser la victoire, mais de rechercher un compromis de partition analogue de type Corée ou Allemagne. Une alliance idéologiquement contre nature se noue entre les Khmers rouges au Cambodge, la Chine et Washington qui débouche sur la guerre sino-vietnamienne de 1978-79. Cette dernière année, la Chine et les États-Unis annoncent la reprise des relations diplomatiques officielles.

Trente ans après la conquête du pouvoir, Deng Xiaoping, véritable revenant, peut préparer les « réformes » qui vont conduire à la reconstitution d'un capitalisme chinois. Le pays a déjà, sur le plan international, des attributs de grande puissance : détenteur officiel de l'arme nucléaire, il est membre permanent du Conseil de sécurité avec droit de veto. Pékin a aussi une obsession - trait de continuité avec la période maoïste : se prémunir contre tout enclavement. Cela peut paraître bizarre quand on parle d'un pays continent de la taille de la Chine ; pourtant sa frontière terrestre peut-être fermée par une alliance russo-indienne, ainsi que son accès à l'océan par un chapelet d'archipels dans une zone maritime sous hégémonie US.

L'insertion rapide de la Chine dans l'économie mondiale n'est pas sans danger. Les conditions d'admission au FMI sont particulièrement favorables aux transnationales et le régime doit prendre reprendre en main l'économie, au début des années 2000, pour éviter une « néocolonisation » interne du pays. Les rapports avec Washington restent tendus, comme l'atteste le bombardement en 1999 de l'ambassade de Chine à Belgrade, lors de la crise yougoslave.

Nouvelle puissance capitaliste, soit la Chine accède au rang d'impérialisme, soit elle retombe dans un statut subordonné qui peut mettre en cause jusqu'à son unité - autre obsession du régime chinois depuis 1949, le pays ayant vécu le dépeçage par les concessions impérialistes après les guerres de l'Opium, puis le règne des Seigneurs de la guerre.

La nouvelle doctrine militaire

Toute grande puissance doit être une puissance militaire - en particulier tout nouvel impérialisme. Elle doit pouvoir protéger elle-même ses intérêts dans le monde - en particulier ses voies de

communication. La doctrine chinoise a donc profondément changé. Sous Mao, la clé était l'armée de terre, combiné avec l'immensité du territoire : qui envahirait la Chine s'y perdrait. Sous Xi Jinping, actuel président et homme fort du régime, la clé est devenue la Navale. C'est elle qui permet de se projeter bien au-delà de ses frontières.

En matière militaire, le jeu d'échecs interimpérialiste se joue pour une grande partie sur les océans. La nouvelle doctrine chinoise a été officialisée avec la parution, le 26 mai 2015, d'un Livre blanc pour la première fois consacré à la stratégie militaire et selon lequel « *la sécurité de(s) intérêts outremer [de la Chine] dans l'énergie et les ressources, les voies maritimes stratégiques, ainsi que des institutions, du personnel et des actifs présents à l'étranger, est devenue une préoccupation majeure* ». « *[A]vec l'expansion des intérêts nationaux chinois, la sécurité nationale est devenue plus vulnérable aux tumultes régionaux et internationaux, le terrorisme, la piraterie, enfin, les désastres naturels et les épidémies majeures* ». Pour un expert du SIPRI [2] : « *les affaires maritimes dans la région et la protection des intérêts extrarégionaux d'une Chine globalisée, se combinent dans la construction de la puissance navale chinoise* ». « *Le changement de ton est évident par rapport au dernier Livre blanc, qui mettait l'accent sur la coopération internationale de l'APL [armée populaire de libération] au sein de missions multilatérales.* » [3]

La direction chinoise ne fait plus mystère de ses ambitions. Le 3 septembre dernier (pour l'anniversaire de la capitulation du Japon en 1945), le régime a organisé une inhabituelle grande parade militaire, dans le style soviétique ou français, pour faire étalage de sa puissance, provoquant l'inquiétude des pays voisins.

La reconversion des forces armées chinoises demande du temps. Elle est loin d'être achevée. Mais les avancées sont considérables. La Chine est devenue la deuxième puissance militaire au monde (loin derrière les États-Unis) [4]. Alors qu'elle possède déjà un porte-avions acheté à la Russie, elle en construit un second, ce qui lui permettra d'assurer la continuité de service et aussi d'en envoyer un sur un théâtre d'opération extérieure en gardant l'autre au large de ses côtes. La Chine ne maîtrise toujours pas le système de catapulte, utilisant la technique du pont incliné. En revanche, elle développe un programme de missile balistique antinavire d'une catégorie unique au monde : le DF-21 D (pour Dongfeng, ou « vent d'est »).

Le talon d'Achille chinois, concernant tant le matériel que les troupes, est qu'ils ne sont pas testés dans des conflits réels. La Chine n'a pas l'expérience de la guerre depuis l'invasion du Vietnam en 1978-79. Or côté chinois, il s'agissait encore d'une stratégie « à l'ancienne », par vagues d'assaut massives.

Les troupes chinoises sont actuellement intégrées à de nombreuses interventions de l'ONU, en Afrique notamment, où elles peuvent accumuler une certaine expérience. Elles participent à des opérations conjointes contre la piraterie. Elles gagnent maintenant une indépendance opérationnelle, menant notamment d'importantes opérations d'évacuation de ses ressortissants en Libye (2011) et au Yémen (2015). Ses navires de guerre cinglent dans le Golf d'Aden et au large des côtes orientales de l'Afrique.

La décision d'implanter à Djibouti une première base militaire outre-mer est prise, les travaux ont commencé. « *Le président Ismaïl Omar Guelleh semble prêt à toutes les concessions pour plaire à son homologue chinois.* » « *De sources non officielles, on avance le chiffre considérable de 10 000 militaires chinois qui seront déployés à Djibouti, contre 4 000 pour les Américains. Ces derniers ont été sommés par le gouvernement djiboutien d'abandonner leur base secondaire d'Obock pour se concentrer sur celle de Camp Lemonnier, et faire de la place aux Chinois.* » « *Pékin et Djibouti sont en train de sceller une alliance stratégique majeure qui fera de ce petit Etat niché au creux de la corne de l'Afrique, l'étape obligée de la Chine dans sa fameuse nouvelle « route de la soie » reliant*

la Chine à l'Afrique en passant par le Golfe arabe. » [5]

Walvis Bay représente un autre projet, peut-être le plus avancé dans la région ; à savoir la construction d'un port chinois sur les côtes namibiennes d'où il est aussi possible de contrôler les principales routes du commerce international [6]. Elle possède déjà sur place un système de « tracking » par satellite - et ce n'est pas le seul ! Dix-huit bases militaires étrangères sont à l'étude à Pékin, pas seulement en Afrique [7].

La mondialisation d'enclaves extraterritorialisées sous contrôle chinois s'opère sous diverses formes. La Patagonie (au sud de l'Argentine) en offre un exemple intéressant. Pékin a besoin de stations de surveillance dans l'hémisphère sud. Elle a passé à cette fin un accord avec Buenos Aires. L'Agence chinoise de lancement et de contrôle des satellites (CLTC) en a construit une dans la province patagonienne de Neuquen. Le site est cédé pour 50 ans à l'opérateur chinois - qui s'avère être en fait l'armée. Gageons qu'elle ne se contentera pas d'y développer son programme d'exploration lunaire.

Plus généralement Pékin multiplie les accords qui autorisent ses forces à utiliser les installations portuaires dans un nombre croissant de pays - et achète aussi un nombre croissant de ports dans le monde, avec pour dernière acquisition celle du Pirée en Grèce.

Dans et hors les institutions internationales

La Chine est devenue un acteur diplomatique de tout premier plan, ainsi que les négociations climatiques l'ont illustré - où celles actuellement en cours en Afghanistan. Devenue la deuxième économie du monde, elle pèse de plus en plus dans les institutions internationales. Elle a adhéré au Centre de développement de l'OCDE. Sa monnaie, le yuan (renminbi) fait désormais partie du panier de devises composant le système des droits de tirages spéciaux (DTS) du FMI.

Simultanément, Pékin déploie ses propres institutions financières internationales. Depuis son lancement en 2014, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (Asian Infrastructure Investment Bank, ou AIIB), a été rejointe par de nombreux pays avancés et émergents au grand dam des États-Unis (France, Grande-Bretagne, Russie, Brésil, Danemark...). C'est explicitement une alternative à la Banque asiatique de développement sous direction nippo-américaine et un défi lancé au système financier fondé après la Seconde Guerre mondiale.

La direction chinoise initie de très grands projets, en particulier deux « nouvelles routes de la soie », l'une continentale en direction de l'Asie centrale (ex-Républiques musulmanes d'URRS), l'autre maritime en direction de l'Afrique. Outre le transport de marchandises, il s'agit de constituer de véritables corridors d'investissements avec, notamment, en ligne de mire le Kazakhstan - donc la zone d'influence traditionnelle de la Russie où un nouveau front de la bataille de l'énergie (pétrole, gaz...) est engagé -, et le Golfe arabe.

La Chine force l'entrée de tous les clubs traditionnellement contrôlés par quelques impérialismes traditionnels ou la Russie, tels le nucléaire, l'aviation civile aussi bien militaire, la vente d'armements, l'espace. Après avoir fait alunir une sonde en décembre 2013, et débarqué un robot d'exploration, Pékin annonce le projet inédit de poser un engin sur la face cachée de la Lune...

Elle s'impose dans la production de panneaux photovoltaïques et, de même que le Brésil, dans le secteur agroalimentaire (avec le WH Group). Elle multiplie les acquisitions d'entreprises en Europe, via son bras armé en ce domaine, la ChemChina :

« Le prédateur chinois, ChemChina, qui pesait 39 milliards de dollars en 2014, n'en est pas à son coup d'essai. Son PDG, Ren Jianxi, membre éminent du Parti communiste chinois, est passé maître dans l'art d'acquérir des sociétés européennes. En France, d'abord, où il s'est emparé en 2006 d'Adisseo, une société d'alimentation animale, filiale de Rhône-Poulenc, puis de l'activité silicone de Rhodia. Plus spectaculaire, le rachat de l'italien Pirelli. Stratégique, enfin, la prise de contrôle du fabricant de machines KraussMaffei, l'un des symboles de l'industrie allemande, et la prise de participation dans la société de négoce suisse Mercuria. Avec Syngenta, ChemChina espère compléter un tableau de chasse impressionnant. » [8]

ChemChina est évidemment actif hors Europe, comme en Israël, mettant la main sur une société spécialisée dans l'agrochimie. En Amérique latine, Pékin négocie unilatéralement avec chaque pays cible, souvent avec succès, imposant des conditions qui lui sont très favorables (bien qu'un peu moins qu'en Afrique).

Il y a encore des régions où Pékin n'avance ses pions que très prudemment - à commencer par le Moyen-Orient. Le président Xi Jinping vient d'y effectuer un voyage qui s'est voulu strictement d'affaires en Égypte, Iran, Arabie saoudite... Il s'agit de renforcer la présence chinoise dans des pays en conflit les uns avec les autres, dans une géopolitique de guerre instable où la Chine ne peut à l'heure actuelle jouer sa partie. Les rapports avec la Russie sont aussi complexes, entre alliance face aux États-Unis et rivalité, ainsi qu'avec l'Inde, gendarme de l'Asie du Sud.

La pénétration chinoise est particulièrement intense dans sa zone d'influence immédiate, en Asie du Sud Est. Mais c'est là aussi que la contre-offensive de Washington prend forme, y compris sur le plan militaire.

La contre-offensive US

Pour la première fois depuis 2012, le 26 octobre dernier, des navires de guerre US ont pénétré au sein de l'archipel des Spratleys dans la zone des douze miles marins autour d'îlots créés par Pékin. Cet archipel est revendiqué en tout ou partie par les Philippines, la Malaise, le Vietnam, Brunei et la Chine. Appliquant la politique du fait accompli, cette dernière a construit, à partir de 2014, des îles artificielles en utilisant des bateaux pompant les sédiments. Des installations et pistes d'atterrissage sont en train d'être établies dans l'archipel, comme en d'autres « points chauds » de l'espace maritime qui s'étend du sud-est au nord-est de l'Asie.

Après avoir été pris de court par les initiatives chinoises, Washington semble donc décidé de commencer à réagir. L'enjeu est considérable. Ce couloir maritime est l'un des plus fréquentés du monde, utilisé notamment pour les transports pétroliers entre le Moyen-Orient et le Japon. Pékin revendique sa souveraineté sur l'essentiel de cette zone stratégique, considérée par les autres pays comme un espace de libre circulation internationale, par mer ou par air. L'impérialisme états-unien doit réaffirmer sa présence, alors que ses deux alliés les plus proches dans la région se trouvent en première ligne de conflits territoriaux aigus.

C'est le cas du Japon, dont le Premier ministre Abe accélère la militarisation, et aussi des Philippines, qui fut l'une des rares colonies directes des États-Unis (les liens restent très étroits entre classes dominantes de ces deux pays). Les principales bases militaires US se trouvent actuellement au Japon (Okinawa) et en Corée du Sud. Or, ce dernier pays est aujourd'hui courtisé par Pékin dont l'influence économique grandit. En témoigne la présence à Pékin de la présidente sud-coréenne, Park Geun-hie, lors la grande parade militaire du 3 septembre - alors que Tokyo, Washington, la plupart des capitales européennes et une bonne partie des pays d'Asie du Sud-Est boudaient l'événement, absents ou ostensiblement « sous représentés ».

Washington n'a eu de cesse d'annoncer, depuis plusieurs années, son « recentrage » sur la zone Asie-Pacifique. Plus facile à dire qu'à faire, alors que ses forces doivent aussi rester déployées au Moyen-Orient, où elles s'enlisent, et en Afrique. Mais des échéances politiques s'imposent, comme la réunion du sommet de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (Asean) et du forum annuel de la Coopération économique en Asie-Pacifique (APEC).

Nous entrons probablement dans une étape nouvelle du face à face sino-états-unien

La crise du monde chinois

Pékin a récemment subi une série de revers politiques, en particulier dans le « monde chinois ». La récente la défaite du Guomindang à l'élection présidentielle de Taiwan et la victoire d'une indépendantiste, Tsai Ing-wen, représentent un véritable camouflet ; même si cette dernière ne veut pas modifier le statut formel de l'État insulaire.

Face à l'emprise du PCC, l'opposition démocratique [9] à Hongkong ne désarme pas. En outre, des sentiments xénophobes contre les « migrants » venus de Chine continentale se développent dans la population. À force d'autoritarisme, le régime finit par miner l'un de ses principes fondamentaux : l'existence « d'une seule Chine ».

A ces revers, s'ajoute la crise économique et financière en Chine continentale. Elle peut affecter l'ampleur des moyens mis à la disposition des ambitions impérialistes du PCC, mais probablement pas les modifier. Au contraire, le nationalisme de grande puissance reste le principal ciment idéologique du pouvoir et l'ennemi extérieur le meilleur dérivatif aux difficultés intérieures – l'accusation d'activités portant atteinte à la sécurité nationale offrant par ailleurs l'une des principales justifications d'une répression qui ne cesse de s'aggraver.

Pierre Rousset

P.-S.

* Cet article est une version un peu plus développée de celle qui est parue dans le numéro de février 2016 de la revue « L'Anticapitaliste ».

Notes

[1] ESSF (article 33813), [Le PCC, le Japon et la mer de Chine du Sud : une rétrospective](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33813) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33813>

[2] SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute.

[3] Brice Pedroletti, Le Monde, 28 mai 2015. Disponible sur ESSF (article 37099), [Djibouti, capitale de la Chinafrique – Une alliance stratégique majeure](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37099) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37099>

[4] Pierre Rousset, ESSF (article 33759), [La Chine, deuxième puissance mondiale](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33759>

[5] Sébastien Le Belzic, Le Monde, 25 janvier 2016. Disponible sur ESSF (article 37099), [Djibouti, capitale de la Chinafrique - Une alliance stratégique majeure](#) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37099>

[6] Sébastien Le Belzic, Le Monde, 6 avril 2015. Disponible sur ESSF (article 34713), [Afrique, Moyen-Orient : les projets de bases militaires chinoises](#) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34713>

[7] Op. cit.

[8] Voir Laurence Girard, Le Monde, disponible sur ESSF (article 37095), [Acquisitions chinoises en Europe : ChemChina prêt à s'offrir le géant suisse des pesticides Syngenta](#) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37095>

[9] Ainsi que la droite.